ASTURIES - La Nueva España - Lundi 19 septembre 2011
http://www.lne.es/asturias/2011/09/19/aragon-cree-asturias-suficientes-osos-exportar-ejemplares-pirineo/1131029.html

L'Aragon pense que les Asturies ont suffisamment d'ours pour en exporter dans les Pyrénées.

Les experts de la Communauté autonome aragonaise considèrent que la population d'ours du noyau occidental asturien, est suffisamment « assurée » et que « il n'y a pas de crainte » sur son évolution.

L'Aragon veut transférer des ours des Monts Cantabriques dans les Pyrénées pour rétablir la population ursine de cette région de montagne. Le Gouvernement d'Aragon considère que la population d'ours dans les Asturies est arrivée à « un état de conservation suffisant » pour permettre l'exportation du plantigrade dans les Pyrénées, et demande une collaboration similaire à celle dont l'Aragon a fait preuve l'an passé en donnant des gypaètes barbus pour leur réintroduction dans les Picos de Europa. C'est ce que déclare le chef du service Biodiversité du Ministère de l'Agriculture, Elevage et Environnement de l'Aragon, Manuel Alcántara de la Fuente, dans une lettre à une ONG française travaillant pour le rétablissement de l'ours dans les Pyrénées à laquelle nous avons pu avoir accès.

Alcántara a expliqué aux conservationnistes français que c'était au début de cette année que le ministère de l'Environnement /espagnol/ avait transmis à toutes les communautés autonomes où l'ours était présent, son intention de soumettre un Programme Life à l'Europe pour travailler sur un projet commun entre les monts Cantabriques et les Pyrénées en faveur de la conservation de l'ours ; La Nueva España l'a déjà indiqué dans un numéro précédent. Selon le chef du Département de l'Environnement d'Aragon, l'idée était de « réorienter » vers l'ours l'ensemble des subventions reçues par les communautés autonomes pour la conservation de diverses espèces menacées en y ajoutant les financements que Bruxelles aurait attribués à ce programme Life. Et Alcántara précise : « c'est la Fondation Ours Brun (FOP) qui était chargée de coordonner la rédaction du projet ».

Si ce transfert d'ours des monts Cantabriques dans les Pyrénées est envisagé c'est que « il est presque impossible d'obtenir un financement de Bruxelles si le projet n'apporte pas quelque chose de nouveau » et l'expert aragonais ajoute également : « Je crois fermement qu'on ne peut continuer à agir à propos de l'ours comme on le fait jusqu'à présent, que ce soit dans le massif cantabriques ou dans les Pyrénées. Nous sommes las des plaintes au sujet de la viabilité du noyau oriental des ours cantabriques, elle a toujours été avancée comme excuse pour empêcher le transfert d'animaux ou quelque collaboration que ce soit avec les Pyrénées. Je pense que démographiquement il n'y a aucun doute sur l'évolution du noyau occidental et sa capacité d'exportation d'animaux ».

L'expert aragonais fait référence au fait que la population d'ours brun cantabrique est distribuée en deux groupes très distincts qui n'ont pas évolué de la même façon, même si les efforts ont été identiques dans les deux cas. Dans l'Ouest, il y a vingt cinq femelles et cinquante oursons, principalement concentrés dans le Sud-Ouest des Asturies, en face deux mères seulement vivent dans le noyau Est où il est nécessaire de renouveler le flux de gènes afin de revitaliser la population. Les experts n'ont pas encore osé transférer des ours de la population occidentale dans l'orientale pour favoriser le croisement génétique et relancer la récupération de ce second noyau.

Alcántara considère que de même que l'Aragon a donné aux Asturies deux gypaètes barbus pour la réintroduction de l'espèces dans la Principauté, celle ci devrait maintenant soutenir l'exportation d'ours pour récupérer l'espèce dans les Pyrénées. Le gouvernement d'Aragon a en effet donné deux gypaètes aux Asturies en juillet 2010. L'un d'eux, "Léonie" a été retrouvé mort en avril de cette année, mais le projet continue.

Bien que le projet Life de transfert d'ours n'ait pas encore été soumis à Bruxelles, Alcántara a expliqué que « la participation de toutes les administrations a été intense, tant et si bien que la quantité d'actions et le volume budgétaire qu'elles demandaient en était même excessifs. Ainsi d'un premier projet qui atteignait 22 millions d'euros, Guillermo Palomero, sur l'indication du Ministère, a fait baisser les prétentions des communautés autonomes pour atteindre le chiffre du projet définitif qui est de 14 millions d'euros, dont 75% de financement demandé à la Communauté Européenne »

Traduction : B.Besche-Commenge ASPAP/ADDIP